



Résister!

#6 - Novembre 2011

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Résistance au conseil général

EXCLUSIF : Mangin l'inDINET du conseil général



« Nous sommes nombreux à ne pas avoir envie, un jour, de nous dire : je n'ai rien dit... »

Quand ils ont supprimé les postes en PMI, je n'ai rien dit, je n'étais pas puéricultrice.

Quand ils ont supprimé les accompagnateurs dans les camions

de déneigement, je n'ai rien dit, je n'étais pas agent d'une ditam .

Quand ils ont supprimé les travailleurs sociaux, je n'ai rien dit, je n'étais pas éducateur spécialisé en prévention

Quand ils ont supprimé les remplacements des personnels absents dans les collèges, je n'ai rien dit, je n'travaillais pas dans un collège

Etc. etc. etc....Puis, ils ont démantelé le service public, supprimé les primes, détruits les collectifs de travail... Il ne restait plus personne pour protester ... »

Ces quelques lignes étaient adressées par courriel par l'intersyndicale à l'ensemble des salariés du Conseil Général en même temps qu'un tract les appelant à un mouvement de grève le 17 octobre dernier. René MANGIN, Vice-Président Socialiste chargé des finances, des ressources humaines, de la logistique et des systèmes d'information (excusez du peu et du fourbi), réagissait ainsi à ces quelques lignes : « Le parallèle que vous osez ainsi poser avec notre collectivité est d'une indignité choquante. Vos propos sont une insulte à l'honneur de toutes celles et ceux qui servent le Service Public pour lequel j'ai un profond respect. »

Quelques semaines auparavant, ce même René MANGIN refusait de reconnaître toute légitimité à un collectif de

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,50 €

LES FAUCHEURS FAUCHES

page 3

JACQUES A DIT

page 6

DEDE CHEZ JARDILAND

page 11

travailleurs sociaux exerçant dans les équipes publiques et associatives de prévention (éducateurs de rue disaient autrefois) qui s'oppose aux suppressions de postes décidées par le Conseil Général.

Au mois de juin dernier, c'était l'ensemble de la Majorité Départementale, composée de socialiste et d'élus du Front de Gauche qui affichait, lors de la session, leur mépris à l'égard des personnels de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) en lutte eux aussi contre des suppressions de postes et pour la sauvegarde d'un service public de qualité

Et plus récemment, cette même majorité, au mépris de la sécurité des agents mais aussi de tous les Meurthe-et-Mosellans veut réduire de deux à un le nombre de chauffeur dans les camions de déneigements alors que l'Inspection du Travail et l'administration d'Etat dont dépendaient précédemment ces agents ont toujours affirmé la nécessité d'avoir 2 conducteurs pouvant se relayer.

Face aux salariés, toujours le même discours : c'est la faute à Sarkozy qui a mis les collectivités locales dans une situation financière intenable. L'argument, s'il contient sa part de vérité, en omet une autre : la Majorité socialo-Front de Gauche fait ses propres choix, et ceux-ci ne sont pas en faveur de la préservation d'un service public départemental de qualité. Pour bon nombre de salariés du Conseil général, elle préfère réduire les moyens sur les missions obligatoires du département pour préserver des actions plus propices à la communication ou pour développer une hiérarchie qu'elle veut loyale, ou servile, suivant d'où on se place.

Et ces choix de la Majorité Départementale trouvent toute leur place dans un choix politique plus large. Le Parti Socialiste reste fidèle au Pacte de Stabilité européen qui vise à réduire les déficits en réduisant les dépenses publiques. Aussi la diminution du nombre de fonctionnaires, qu'ils soient d'Etat, hospitaliers ou territoriaux, demeurera une réalité même sans Sarkozy. Et le Front de Gauche, s'il se prononce contre le pacte de stabilité, accepte néanmoins de le mettre en œuvre dans les collectivités locales.

Alors, au risque cette fois d'émouvoir M. René MANGIN et ses petits camarades à bon escient, n'ayons pas peur de dire que la Majorité PS-Front de Gauche au Conseil Général mène une politique de droite réactionnaire, tant dans les choix politiques opérés que dans les méthodes utilisées contre les personnels et les organisations syndicales.

Jencri

R

EXCLUSIF !!

Michel Dinet est socialiste !

Vous en doutiez ? N'en doutez plus !

Bon d'accord, Michel a soutenu son parti quand le PS a signé le traité de Lisbonne qui annonçait la fin des services publics !

Bon d'accord, il a approuvé la privatisation des PTT !

Bon d'accord, il s'est retrouvé dans la merde quand ses administrés de Trifouilli les oies se sont vu refuser l'accès aux nouvelles technologies par des opérateurs qui n'ont qu'une politique : faire du fric et rien à foutre du service public !

Bon d'accord, il a monté un Partenariat Public Privé (PPP) pour installer un réseau télécom supplémentaire.

Bon d'accord un PPP c'est : les dépenses pour le Public (300 euros par habitant) et les recettes pour le Privé.

Bon d'accord, si le CG supplée aux carences de l'Etat pour un réseau télécom, il va falloir en faire autant pour les gares, les bureaux de poste ou les écoles... et là ça risque de coincer pour le financement !

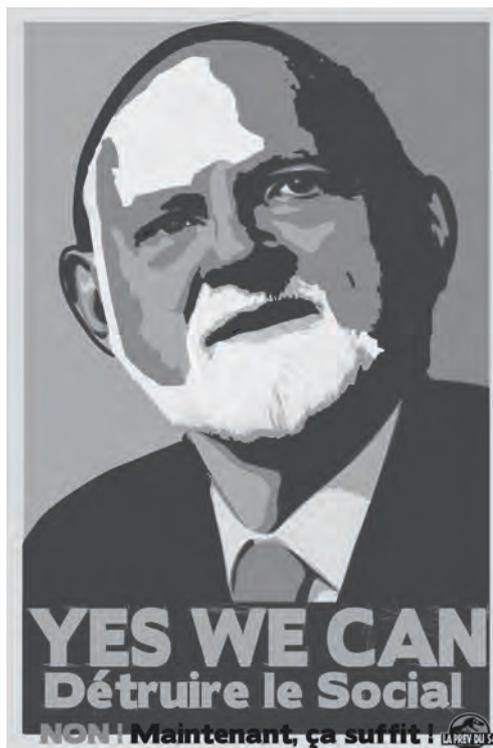
Alors que faire ?

Michel se souvient qu'il est socialiste et il redécouvre les vertus du service public. Il termine ainsi, il y a quelques jours, une émission de France Bleue Sud Lorraine en se déclarant favorable à un grand service public européen... que l'Europe libérale, approuvée par le PS, n'autorise pas !

On ne serait pas en période électorale, ne pourrait-on pas soupçonner Michel, avec ce revirement, de nous inviter à un dîner de cons ?

Léon De Ryel.

R



POUR DES FAUCHEURS NON FAUCHES !

70 pieds de vigne OGM qui peuvent coûter cher aux désobéisseurs volontaires...

J'étais à 7h30 le mercredi 28 septembre parmi celles et ceux qui accompagnaient les charrettes des 60 "condamnés" par l'INRA (parmi eux un Mosellan), enchaînés aux poignets jusqu'au Tribunal de Colmar. Pour l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) d'Alsace, soixante-dix pieds de vigne arrachés en plein champ, entachés d'OGM, méritaient prison et un million d'euros de dommages et intérêts.

D'après l'Institut, il fallait notamment trouver une solution pour résister à la maladie honteuse du court-noué pour légitimer cette expérience non confinée... et sans aucun danger, malgré la présence de grillages renforcés.

Les courageux délinquants ont décidé, eux, de résister collectivement (mais les peines sont individuelles) à la désinformation et à l'agrobusiness. Ce procès a permis d'exprimer nombre de reproches



faits également au nucléaire, aux nanotechnologies, aux médicaments, à savoir : le divorce entre science et démocratie, la propagande des lobbies et des labos, la légitimité de la précaution et la légalité de la loi, le statut de la recherche publique face à la pression mercenaire, le prix de la santé, la quasi-

absence des médias et surtout la difficulté de considérer les alternatives comme meilleures.

La désobéissance civile était encore en jeu. Elle a toujours un coût très élevé : le verdict rendu le 15 octobre a condamné à des amendes les récidivistes et chacun des faucheurs à deux mois de prison avec sursis et environ 800 euros d'amendes !

On peut aider les faucheurs, qui ont déjà beaucoup dépensé et notamment en frais d'organisation et d'avocats en envoyant un chèque à :

"Avec les faucheurs de Colmar"
5, place de la gare

L'abruti du mois

« *Le nouveau stade de Nancy, un gouffre financier... aux frais des contribuables* »

Ce n'est pas nous qui le disons mais *Capital*, le seul magazine qui vous expliquera comment vendre vos amis, ou empoisonner votre vieille mère qui vous coûte cher en déduisant l'arsenic de vos impôts. L'auteur, Etienne Gingembre, dans un article mis en ligne le 26 octobre dernier sur le site www.capital.fr, s'insurge du fait que le contribuable nancéien va payer l'addition de l'agrandissement du stade Marcel Picot en vue de la coupe d'Europe 2016.

Ça nous change un peu : d'habitude notre lauréat passe son temps à dénoncer les fonctionnaires, les cheminots, les profiteurs, les retraités qui vivent trop longtemps, les pauvres, les malades qui bossent pas, etc. Mais soyons clairs, ce qui le gêne ça n'est pas tant que Rossinot et Rousselot plument le contribuable local, mais c'est que ça ne soit pas assez rentable. Eh oui on trouve toujours plus à droite, plus libéral, plus cynique que soi.

Ça devrait nous motiver, non ???



Résister à la censure éducative et à l'homophobie archaïque

Il y a quelques temps, les études sur le genre sont apparues sur le devant de la scène. La polémique autour des manuels de SVT de 1ères L et ES en est la principale cause. Petit résumé de cette polémique.

C'est d'abord le Bulletin Officiel du 30 septembre 2010 qui a remué certaines associations catholiques et notamment la Confédération Familiale des Associations Catholiques (CFAC). Le 27 mai 2011, la CFAC a envoyé un courrier à Luc Chatel, Ministre de l'Éducation nationale pour lui faire part de leurs inquiétudes. Celles-ci concernent les manuels édités par Bordas, Hachette et Hatier qui, toujours selon la CFAC, proposent un enseignement « directement inspiré par la « théorie du genre » ». Sans réponse du Ministre, la CFAC a réécrit au ministère le 24 juin 2011, réexprimant ses inquiétudes quant aux dit manuels.

Depuis, elle a été reçue le 04 octobre 2011. Depuis aussi, des députés UMP ont également envoyé une lettre au Ministre de l'Éducation Nationale exprimant eux aussi des réserves à propos des manuels Hachette, Hatier et Bordas. Vous avez dit laïcité?

Cachez cette science que l'on ne saurait voir...

Il faut bien comprendre ici que ce qui, au fond, dérange autant la CFAC, c'est la remise en cause de la primauté du biologique sur une conception qui montre clairement l'influence du social, de la société.

Les études sur le genre ne relèvent ni de la théorie, ni de l'idéologie. Le « genre » c'est ce que l'on pourrait appeler le « sexe social », c'est-à-dire le fait de se sentir « femme » ou « homme », contrairement au « sexe biologique » qui, lui, nous définit en tant que « mâle » ou « femelle ». Car c'est un fait, à l'heure actuelle, les caractères des individus dit « féminins » et « masculins » ne peuvent en aucun cas être prouvés d'une manière biologique. De même que l'orientation sexuelle. Le fait qu'une femme est considérée comme plus douce, un homme plus fort relève des normes sociales, tout comme l'hétérosexualité. Le Bulletin Officiel rappelle seulement que « l'identité sexuelle et les rôles sexuels dans la société avec leurs stéréotypes appartiennent à la sphère publique [et que], l'orientation sexuelle, elle, fait partie de la sphère privée ». Le seul intérêt de cet acharnement à imposer des différences sociales entre les sexes est de présenter comme naturelle une division hiérarchique inégalitaire imposée. Alors qu'effectivement la science rejoint ici le féminisme : l'une démontre que la nature ne fait pas le destin des êtres humains, l'autre qu'il faut se battre pour établir l'égalité entre eux.

Ce qui nous dérange...

Plusieurs choses apparaissent comme gênantes ici. C'est d'abord la remise en cause du principe de laïcité. Étrangement, les députés UMP ont envoyé une lettre au Ministre quelques temps après les deux premières lettres envoyées par l'AFC...

C'est aussi une attaque directe sur les sciences sociales. Dans son courrier du 27 mai 2011 la CFAC dit ceci : « enseigner le « genre » en SVT, avec des intitulés comme « Devenir homme ou femme »... confère un statut de science à ce qui se présente, en effet, comme une théorie mais qui, dans les faits, relève de l'idéologie ». Par ces propos, elle discrédite totalement les sciences sociales et leurs méthodes au profit de sciences « dures », considérées comme « pures ».

**LA NATURE NE
FAIT PAS LE
DESTIN DES
ÊTRES
HUMAINS**

Enfin, c'est une attaque au féminisme. Nous nous battons pour l'égalité femmes-hommes, contre l'homophobie, et contre toutes les formes de discriminations sexuelles. L'intégration dans les manuels scolaires d'un chapitre qui traite des questions d'identité sexuelle, de rôles sexuels (sexués) constitue une avancée pour le féminisme. C'est un pas en avant vers la reconnaissance du caractère social, et



donc transformable de ces identités. Une fois de plus, on voit que le combat n'est pas terminé, qu'il faut lutter, jour après jour, pour qu'enfin on reconnaisse les femmes égales des hommes et pour que la norme hétérosexuelle disparaisse.

Pour aller plus loin :

* Les documents cités sont en liens sur le site du collectif

* Sur le genre: un petit livre très facile à lire et qui explique clairement la notion de « genre » dans les sciences sociales : *La différence des sexes*, Françoise Héritier, Bayard, coll. « Les petites conférences », 2010.

Le collectif Debout !

Collectif féministe, nancéien et mixte
www.collectif-debout.org

R

RAS LE BOF

Marre d'être un mouton,
Marre d'aller voter,
Marre des primaires, des secondaires,
Des prima donnas et des seconds
couteaux

Marre de réfléchir,
Marre des intellos,
De ceux qui savent trop,
Ce que penser veut dire.

Marre de discuter,
Marre de polémiquer,
Avec des moins cons que moi,
Qui me le font savoir.

Marre de rendre des comptes,
Sans arrêt, à toute heure,
À la planète entière,
De chaque geste, chaque humeur.

Marre de travailler,
Pour enrichir certains,
Pour appauvrir les autres,
Pour faire gonfler le pib,
Et faire bander le cac.

Marre de consommer,
De culpabiliser,
Vider les océans,
Les remplir de nos merdes,
Qu'on nous a imposées.

Marre de résister,
À ce système pourri,
Qui a tout prévu
De nos actes, de nos dires,
Et qui s'en sert, ma foi,
À faire croire que l'on lutte.

Envie de laisser couler,
Cesser d'accompagner,
De freiner sans succès.

**JUSTE ME RÉVOLTER
ET CONTINUER DE RÊVER**

Serge



Une ville ne vaut pas plus qu'un jardin de roses

« Aujourd'hui, ils cultivent des jardins, demain, ils cultiveront l'ennui. », « Cherchez l'intrus : salade, radis, poireau, macadam ! », « Place Stanislas : jardins éphémères. Jardins de la Méchelle : béton définitif. »... À travers ces slogans, on voit que le collectif « Les Pieds sur Terre » a de l'humour, face à une réalité pourtant inquiétante. Ce collectif, ouvert à tou(te)s, a pour objectif unique la sauvegarde et le classement en zone verte non constructible de tous les jardins ouvriers, collectifs, familiaux ou partagés, de tous les espaces verts situés sur le territoire du Grand Nancy. Dans l'immédiat, deux sites sont concernés.

- Les jardins ouvriers de la Méchelle, en contrebas de Marcel-Picot, sont menacés par l'extension du stade et la construction de parkings et d'un hôtel de luxe, dans la perspective d'accueillir l'Euro 2016 de football. Ce projet est monstrueux (remplacer des terres vivrières par un parking !), coûteux (environ 50 à 70 millions d'euros, garantis par la collectivité publique, pourquoi se gêner ?), inutile (4 matches de l'Euro sont attendus à Nancy et le reste du temps, les 14 000 à 17000 spectateurs de l'ASNL auront du mal à se tenir chaud dans le nouveau stade de 32 000 places !). Folie des grandeurs ? Goût exacerbé pour la publicité ? Affairisme ? Les trois, mon capitaine. Les jardiniers mangeront des pâtes.

- À Laxou, une poignée de résistant(e)s tentent d'empêcher la municipalité de modifier le plan local d'urbanisme (PLU) visant à protéger une partie des jardins Voirin afin de mieux pouvoir en urbaniser l'autre partie, sans doute pour y construire un éco-quartier... Une « urbanisation maîtrisée », disent-ils. En plein cœur de village, les jardins Voirin constituent un espace naturel remarquable, composé de potagers, de vergers, de sous-bois, de friches... L'association Jardins Voirin défend cet espace naturel parce qu'il constitue un poumon pour la ville, un lieu de cultures vivrières, un site d'exposition pour les artistes, un lieu d'échanges entre jardiniers et promeneurs (nombreux, en toutes saisons).

Laurent Garcia, le maire MoDem de Laxou, se croit malin en organisant un référendum local sur la validation du PLU, le 27 novembre prochain. Mais comment les 15 000 Laxovien(ne)s pourraient-ils (elles) répondre valablement à la question qui leur sera posée, sans que les projets n'aient été largement exposés et débattus ? Comment les habitant(e)s du Champ-le-Bœuf ou de la cité des Provinces pourraient-ils (elles) se sentir concerné(e)s par un sujet très éloigné d'eux, géographiquement parlant ? Tout cela ressemble clairement à une recherche de plébiscite. Garcia et son adjointe à l'environnement, Laurence Wieser, prétendument écologiste, devraient commencer par respecter les habitant(e)s du cru et à renoncer à leurs projets immobiliers.

Deux pétitions sont en ligne. Celle du collectif « Les Pieds sur Terre » (<http://www.piedsurterre.blogspot.com/>) et celle de l'association Jardins Voirin (<http://www.jardinsvoirin.fr/>).

Piéro



LE GRAND JACQUES

UN BIO RESISTANT

RésisteR :

Peut-on dire que tu as participé à l'arrivée de l'agriculture bio en Lorraine ?

Jacques Delatte :

Dans un certain sens oui, mais je n'étais pas le premier. Fin des années 60, un ami est passé en bio dès qu'il a repris la ferme familiale, rompant ainsi les pratiques de son père et reprenant les techniques respectueuses de l'environnement de son grand père. Dans les mêmes années un GAEC bio

Refuser un système complètement perverti et humainement insupportable

s'est monté dans la région de Blamont. D'autres que je ne connaissais pas pratiquaient aussi le Bio. Pour ma part, je me suis installé avec mes associés en 1977 et nous avons semé nos premiers grains bios en 1988. Mais il faut savoir que le contexte était très

différent de celui d'aujourd'hui. Le passage au bio était une démarche complètement autonome, sans aucune aide financière et peu d'appui technique. Ainsi, pour les quatre départements Lorrain, nous n'avions qu'un conseiller technique bio pour toutes les activités agricoles : élevage, céréales, fruits et légumes, etc. A l'époque nous étions une petite trentaine d'agriculteurs bio en Lorraine (environ 350 aujourd'hui) ...

RésisteR :

Comment as-tu pris conscience de l'intérêt des techniques de l'agriculture biologique et pourquoi as-tu sauté le pas ?

Jacques Delatte :

Rapidement après notre installation, nous avons commencé à identifier un certain nombre de problèmes techniques dans notre exploitation, ceux-ci nous conduisant à une surenchère chimique : résistance récurrente de certaines "mauvaises herbes", des ravageurs comme les limaces, etc. Dans le même temps, un certain nombre de problèmes environnementaux et de santé publique (liés aux pollutions agricoles mais pas seulement) ont émergé dans la société.

Au bout d'un certain temps on se pose forcément des questions. De plus, mon associé était déjà très sensibilisé à l'écologie ... ce qui a accéléré le processus. Aujourd'hui, avec du recul, je sais que ma décision de passer au bio s'est

appuyée sur trois piliers.

- Le plus fondamental est la remise en cause politique. Les lois Debré d'orientation agricole de 58 et 62 qui ont fait rentrer l'agriculture française dans le productivisme avaient à cette époque une certaine légitimité : il fallait assurer l'autosuffisance alimentaire européenne (et Française) même si l'on peut contester les moyens choisis pour y arriver. Mais très vite, dès la fin des années 60, des problèmes sont apparus face aux excédents laitiers. Tout au long des années 70 de grosses batailles syndicales ont eu lieu à propos de ces excédents, laitiers d'abord, puis concernant les surproductions de viande, de céréales, et les chutes de prix associées. A l'époque j'ai ferrailé contre l'accompagnement de ces excédents par la PAC au sein d'un syndicat minoritaire : "Les Paysans Travailleurs". En bref, une fois que l'autosuffisance alimentaire a été satisfaite, au lieu de changer de politique comme le préconisait Pisani, les pouvoirs français et européens l'ont poursuivi en la justifiant autrement : dans les années 80 la production agricole devenait un bien d'exportation pour faire rentrer des devises et équilibrer la balance commerciale et dans les années 90 (nouvelle justification), l'occident s'octroyait la vocation à nourrir le monde ! Une revendication qui perdure de nos jours. Ce qui revient à contester à certains pays l'autosuffisance alimentaire que l'on avait revendiquée pour nous même à cette époque. Le but était, et est toujours, de rendre ces pays alimentaires dépendants ! Pour moi, faire du bio ce n'est pas seulement refuser le chimique, c'est refuser un système complètement perverti et humainement insupportable.

- Le deuxième pilier est la traduction du premier sur le terrain. C'est la réflexion syndicale concernant la mécanique de répartition du gâteau généré par les politiques évoquées. Car ce ne sont bien sûr, ni les consommateurs ni les petites et moyennes exploitations qui ont reçu le plus dans cette répartition ! D'autre part l'engrenage du chimique et la mécanisation ont généré un agrandissement incessant des exploitations agricoles et provoqué une hécatombe chez les agriculteurs. Pour moi, il était impensable d'accepter de cautionner une telle mécanique !

- Le troisième pilier est l'aspect écologique, mais il est venu beaucoup plus tard. J'avais bien entendu René Dumont dans les années 70, je trouvais cela intéressant, mais rentré à la ferme, le quotidien, les exigences financières reprenaient le dessus... et les idées de Dumont restaient à l'état de graine dans ma tête... et elles ont mis du temps à germer !

Résister :

L'acte de résistance a donc d'abord été politique ?

Jacques Delatte :

Tout à fait, ces idées ont été nécessaires à un questionnement

beaucoup plus profond, beaucoup plus intime que celui consistant à militer dans un syndicat

minoritaire et à faire des manifs. Une remise en cause, certes, de nos habitudes de travail mais également une remise en cause personnelle et de nos habitudes de vie. Cela engageait l'ensemble de la famille. Il était donc nécessaire d'avoir des convictions politiques fortes et un sentiment d'indignation suffisant. En d'autres termes on essaie de ne pas se comporter comme ces « bio-nazes » qui consomment bio mais roulent en 4x4 pour aller en ville.

RésisteR :

Y a-t-il aujourd'hui un danger de "bio business" ?

Jacques Delatte :

Bien évidemment car le citoyen a changé ses habitudes de consommation beaucoup plus vite que le paysan son mode de production. Pour certains produits l'offre est inférieure à la demande : il faut donc importer directement ou indirectement (via l'Italie par exemple, qui vend 4 fois plus de produit bio qu'elle n'en produit). Et la grande distribution s'engouffre dans le créneau, les parasites avides d'argent se pointent. Nous rentrons donc dans une logique financière avec toutes ses dérives (exploitation des travailleurs, prix cassés...) et du fait de l'éloignement et de l'augmentation du nombre d'intermédiaires les contrôles sont, certes présents et sérieux, mais plus difficiles.

Il y a également des tentatives politiques cherchant à assouplir le cahier des charges des exploitations bio. Là encore c'est un domaine où l'on doit résister. Assouplir les règles c'est un triple danger : un risque santé, un risque environnemental et c'est, pour les producteurs, le risque de perdre la confiance du consommateur qui repose sur le sérieux du label. Notre réseau, la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB) se bat bec et ongles pour éviter cette perversion marchande des pratiques biologiques.

RésisteR :

Peut-on dire qu'un produit bio qui parcourt 20 000 km avant d'arriver dans notre assiette est encore

**«bio-nazes »
qui
consomment
bio mais
roulent en 4x4
pour aller en
ville.**

un produit bio ?

Jacques Delatte :

C'est une question très importante qui est la cause d'une rude bataille de communication avec l'agriculture conventionnelle. Celle-ci s'engouffre dans cette contradiction et proclame qu'il vaut mieux consommer un produit conventionnel local, plutôt qu'un produit bio produit à 3 000 km. C'est une stratégie qui consiste à surfer sur la problématique très médiatisée du bilan carbone. C'est une réalité environnementale mais très partielle. Pour moi, il n'y a pas de vérité universelle. Chacun va choisir, en espérant que cette décision soit prise de manière éclairée : « j'achète des produits conventionnels locaux et je sais qu'ils sont moins bons pour ma santé, qu'il y a pollution du sol et de l'eau lors de leur production » versus « j'achète des produits bio non locaux meilleurs pour ma santé, sans pollution lors de leur production mais pollution de l'air lors de leur transport ». Monsieur de la Palice aurait conseillé de consommer des produits bio produits localement...

Ce qui est terrible c'est de constater qu'il y a à peine plus de 60 ans, on fonctionnait ainsi, production bio et consommation locale. Puis la société a ringardisé les savoirs d'antan et le bon sens pour magnifier la productivité, la chimie, la technique, le tout sur une consommation effrénée de pétrole bon marché. Aujourd'hui, on se rend compte que l'on va droit dans le mur, que des tas de savoir faire ont été perdus et les ingénieurs des chambres



BIO ? OU BIEN... ?



d'agricultures sont obligés de réinventer l'eau tiède, quel gâchis !

RésisteR :

Que faudrait-il faire pour que plus de producteurs s'orientent vers le bio ?

Jacques Delatte :

Il y a au moins deux niveaux de blocage qu'il faut lever. D'abord, des contraintes techniques et structurelles liées au degré de spécialisation de l'exploitation et aux conditions pédoclimatiques qui peuvent rendre la transition au bio très difficile. En bref plus l'exploitation est spécialisée dans une production, plus le passage au bio est coûteux et risqué. Ensuite il y a un blocage culturel et psychologique : c'est la remise en cause de nos propres pratiques et c'est aussi l'abandon de la logique de « performance », généralement entendue sous le seul angle quantitatif.

Côté producteurs, en dehors des incitations et appuis envisageables à court terme, c'est d'abord par la formation des nouvelles générations que l'on peut assurer un avenir au Bio. Ce sera ensuite l'alliance (et donc une meilleure connaissance réciproque) des producteurs et des consommateurs qui permettra de veiller à des niveaux de prix « équitables ». J'invite les consommateurs à se préoccuper de leur alimentation et, par ricochet, de l'agriculture.

RésisteR :

Aujourd'hui, que conseillerais-tu à un jeune qui s'installe ?

Jacques Delatte :

Je lui dirais que, fondamentalement, avec le bio on remet le vivant au cœur de l'agriculture. D'un point de vue technique je lui dirais aussi qu'il n'y a aucun doute, le fait de s'installer en bio n'augmente pas les difficultés. Et si l'on prend l'exemple du maraîchage, il est actuellement plus porteur de s'installer en bio qu'en conventionnel. Je lui dirais aussi qu'il est beaucoup plus facile de s'installer en bio tout de suite plutôt que de le faire en conventionnel et de décider d'une transition vers le bio quelques années après. Les changements sont toujours très coûteux ! Après ? ... c'est à chacun de faire son choix politique et son choix de vie.

R

Les antiacariens

Et en plus ils nous prennent pour des cons !!!!

Voilà que les seize plus gros richards du pays réclament de payer plus d'impôts !!!!! Nom de dieu ! Seraient-ils tombés sur la tête ??? Naaaaann rassurez-vous !!!!! Ces gens savent bien compter. Le truc est tout simple il suffit de lire *Le Figaro* du 23 août dernier :

Les seize fortunes citées ne délivrent cependant pas un blanc-seing au gouvernement. *"Cette contribution serait calculée dans des proportions raisonnables, dans le souci d'éviter les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale"*. Les patrons et héritiers signataires rappellent par ailleurs que *"cette contribution n'est pas une solution en soi : elle doit s'inscrire dans un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes"...*

Tout est dit : l'amicale des picsous français paiera 1 ou 2 % de taxes. En échange le gouvernement dirigé par leur petit pote supprimera les

aides sociales, fermera les écoles, virera les fonctionnaires, détruira les droits syndicaux, etc. (c'est ça un *"effort global de réforme"*. Sinon ces charognards iront investir le pognon qu'ils volent au popolo ailleurs (c'est ça *"les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale"*)).

Notons au passage que ces gros plein de fric se croient tout permis. Ils se vantent. L'évasion fiscale ou la fuite des capitaux dont ils menacent, c'est dans le droit français un délit, comme d'entrer illégalement sur le territoire ou de fumer un joint. Sauf que il est moins risqué de voler l'état de quelques dizaines de millions, que d'être un gosse dont les parents fuient la misère, ça doit être ça la démocratie...

Et voilà : les culs cousus d'or vont investir 1 à 2% de taxes pour récupérer des milliards. En plus ces jean-foutre vont sûrement nous demander de les remercier !

Ils auraient tort de se gêner: il y aura bien un vainqueur de la primaire socialiste ou un dirigeant syndical pour trouver que c'est une bonne idée.

Alors soit on attend les élections de 2012 en se demandant combien la néo-fasciste milliardaire Le Pen va faire. Soit on arrête de commenter toutes ces saloperies en pleurnichant, on éteint sa télé, on lève son cul du canapé, et on va la où ça se passe : dans la rue !



Vous pouvez aussi et entre autres trouver RésisteR!

* **Croc'us** : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* **Laissez-nous cuire** : 78, rue Charles Keller - Nancy

* **Bar B'Arts** : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson

S'arracher à l'apathie

L'esprit des Résistants des années 40 se retourne contre les pouvoirs actuels...

A la suite de l'appel en 2004 des résistants au plateau des Glières en Haute-Savoie (haut lieu des résistances en France occupée), Stéphane Hessel et douze autres résistants ont proposé de réactualiser le programme du Conseil National de la Résistance (CNR). Ce texte court prônait d'abord le contrôle de l'économie et des banques, une protection sociale pour tous, des droits du travail, une priorité à l'instruction, des médias non liés aux puissances de l'argent. Il a en grande partie été appliqué et avec succès, concourant aux périodes des "jours heureux" d'après la Libération, aux Trente Glorieuses et même comme "bouclier" en cas de crise économique !

Ce programme généreux et ambitieux a été constamment rogné et il a été particulièrement attaqué et détricoté par les derniers présidents.

Le Réseau et ses comités locaux (1) se retrouvent pour insuffler l'esprit qui a guidé les "anciens" au sortir de la guerre. Il n'est pas contre les partis. Il souhaite rassembler celles et ceux qui se retrouvent déjà dans les luttes pour le mieux-vivre et bien-vivre, pour faire croître ce qu'il y a de meilleur dans la mondialisation : ce qui lie nos destins interdépendants sur une Terre-Mère limitée, mais avec les ressources inépuisables du soleil. Mais également, les liens qui doivent se développer au niveau des

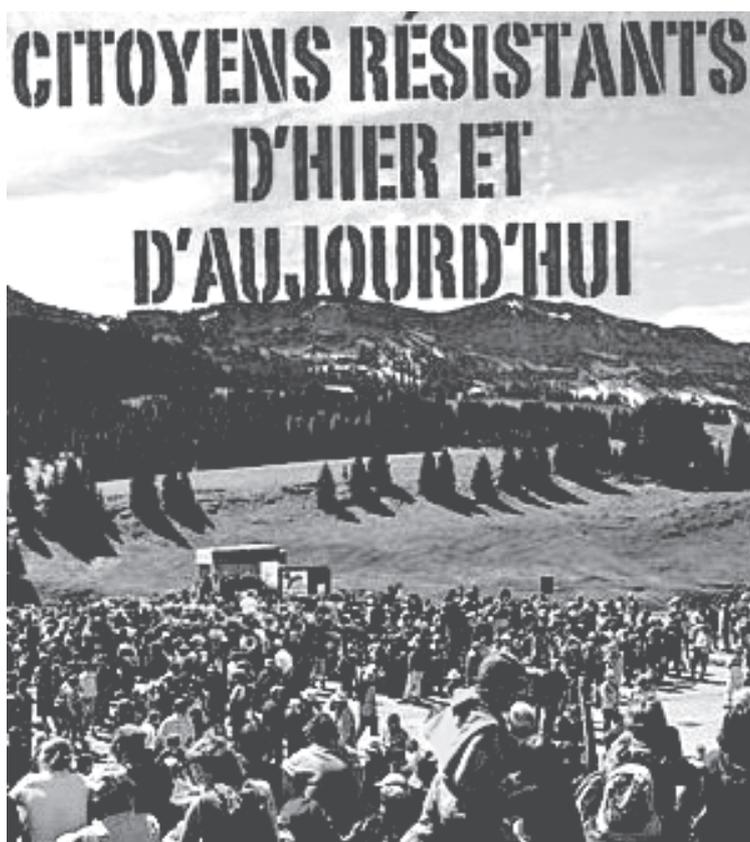
solidarités locales, économiques, relationnelles et culturelles. A contrario, nous devons parvenir à faire décroître armes, conflits, dégradation de la biosphère et tyrannie de l'argent, chaque jour plus vorace.

Les propositions ne manquent pas autour des valeurs de fraternité et de solidarité : service civique, conseil d'Etat éthique, soutien à l'économie plurielle et verte, new deal économique orienté vers les réalisations moins énergivores, protectionnisme différencié et sur des bases syndicales et sociales, Office public de la Consommation, Conseil permanent chargé d'inverser le déséquilibre capital/travail, appel solennel citoyen à l'abandon des privilèges exorbitants, dignité dans l'éducation, nouvelle conception de la connaissance, lutte contre la "purification" nationale, etc.

Pour comprendre ce processus transformateur et réformateur, les propos d'Edgar Morin et Stéphane Hessel dans *Le chemin de l'espérance* sont clairs : il convient de promouvoir la régénération de la vie démocratique par la source libertaire, qui se concentre sur la liberté des individus ; la source socialiste, qui se concentre sur l'amélioration de la société ; la source communiste qui se concentre sur la fraternité communautaire et la source écologique... Plus que des partis, il s'agit d'une recomposition d'un puissant mouvement citoyen, d'une insurrection des consciences, condition d'un vouloir-vivre "qui nous arrache à une apathie et à une résignation mortelles" (2)

(1) infos:frantzh54@gmail.com

(2) cinq euros chez Fayard



FH **R**

Résister !

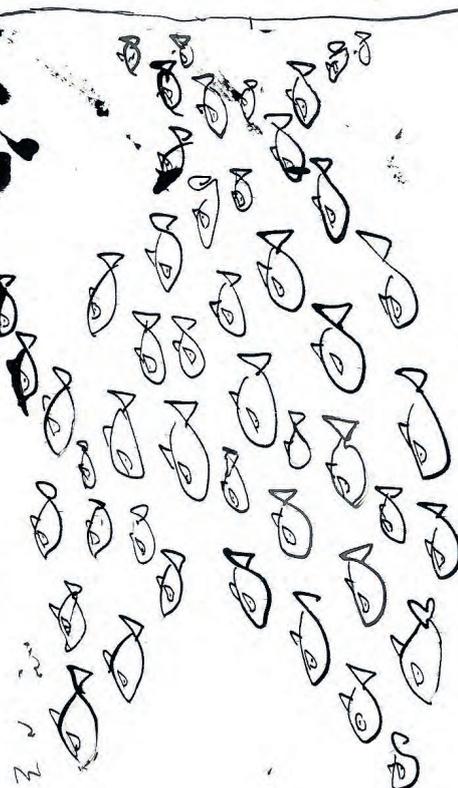
ILS ONT PAS
VOULU DE MOI !



LE PETIT LIVRE NOIR

des

RETRAITES



Démos
17 IX 2011

À Liu Xiaobo, Prix Nobel de la paix 2010

« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration. »
Article 15 Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Démos - Le petit livre noir des retraites - 1

Démos se définit comme Tolstoï : "Anarchiste pacifique". Après l'ignorance, l'hypocrisie est sans doute l'un des pires maux de ce monde ! Toutes les grandes révolutions dans la vie des hommes se font dans la pensée. Par les "Méditations" de Jean Lepetit et de Jean Legrand, Georges Démos nous présente avec beaucoup d'humour la réforme des retraites en cours et à venir pour 2018... Découvrez les retraites cumulées des "super privilégiés" de la République, non modifiées à ce jour par les réformes, et divulguez ces informations

autour de vous avant les élections 2012 !

L'histoire commence ainsi : "A quel âge faut-il fixer l'âge de la retraite pour qu'on n'ait jamais à la verser ?" demanda avec humour le chancelier allemand Bismarck à ses conseillers. "A 70 ans", lui aurait-on répondu...!

Démos - Le petit livre noir des retraites - ATHENA Editions - Prix : 14 €.

Merci à lui pour cette illustration.

JARDINS EPHEMERES... BETISE DURABLE

Le ridicule ne tue pas, c'est bien connu.

Heureusement pour André Rossinot, parce que c'est quand même au minimum ridicule, de décider de bétonner des vrais jardins à Tomblaine pour construire les parkings du stade Marcel Picot, et d'installer, dans le même temps, un faux jardin place Stanislas pour faire joli. Qui plus est: le béton à Tomblaine est appelé à rester pendant des décennies alors que le

**...peut être,
que quelques
nains de jardin
auraient
parachevé
cette niaiserie
potagère.**

jardin de la place Stan est, lui, éphémère: c'est sûrement ça le développement durable à la sauce ump radical.

Tout ça en dit long sur la vision que les édiles nancéiens ont de l'usage de l'espace public, et de la place Stanislas en particulier. Il suffit pour s'en convaincre de se promener en centre-ville le samedi après midi. Tout est fait pour le

consommateur : « animation » commerciale agressive, musique consensuelle, spectacles appointés par la mairie, mais aussi, présence massive de vigiles et de la police municipale. Il s'agit pour la mairie et la CUGN d'attirer les acheteurs vers les magasins, de les distraire et de les rassurer, pour encourager la consommation.

Donc, il faut trouver, mettre en place, financer, des animations. Ces animations doivent, bien sûr, ne choquer personne, être consensuelles, incolores, inodores, sans saveur, et ce, jusqu'à la caricature....

Pour les jardins éphémères, la mairie n'a vraiment pas eu peur du ridicule : peut être, que quelques nains de jardin auraient parachevé cette niaiserie potagère. On objectera le nombre impressionnant de visiteurs, dans le jardin et au balcon de la mairie. Certes, mais vu le passage sur la place chaque week-end, une exposition de cendriers en coquille d'huitre aurait eu, au moins autant de succès.

En fait de jardins, on connaissait les jardins de curés, dans lesquels il ne vaut mieux pas laisser les enfants sans surveillance. On n'ignorait pas les jardins ouvriers (de Tomblaine ou d'ailleurs) qui sont au choix, de mauvais souvenirs pour celles et ceux qui y ont trainé leur ennui de fils de rien, ou des

fantasmes bio-bio pour d'autres.

Voilà donc que la mairie de Nancy nous sort le jardin éphémère. Et on devrait s'extasier devant des pots de fleurs et des morceaux de pelouses arrangés dans un ordre désespérément géométrique? Le clou du spectacle est constitué par le son: quelques haut-parleurs nasillant la vie de Victor Lemoine, et les quatre saisons de Vivaldi. Bien sûr, comme nous sommes à Nancy et que la sécurité est une valeur qui monte, on doit entrer en file indienne dans le jardin afin de faciliter le travail de surveillance des épouvantails vivants.

Notons au passage que le jardinier en chef fait garder nuitamment sa création de peur qu'un ou une noctambule, aviné ou amateur d'art ne s'y soulage. Oui: création, parce que c'est de ça dont il est question: le jardin se veut œuvre d'art...Il ne manque plus qu'un adjoint à la (moto)-culture à la mairie de Nancy. Quand on vous dit que le ridicule ne tue plus!

Ne laissons pas l'art, la culture, à ce que le maire, sa femme et ses amis en pensent: au livr€ sur la plac€, au jardin éphémère, au NJP...

Ne laissons pas les jardins aux bétonneurs, ne laissons pas le football au fric...

C'est nous qui créons c'est nous qui aimons, qui jardinons, c'est nous qui jouons au foot.

Jardiniers de tout Nancy unissons nous !

V K **R**



Libérer la parole des présumées non-crédibles

Soudain, il y a quelques mois, les associations d'aide aux femmes ayant subi un (ou des) viols ont été submergées d'appels. Soudain, ces femmes qui taisaient ce qu'elles avaient vécu sont sorties du silence pour solliciter une aide, une réparation et parler de ce qu'elles vivaient. Mais que s'est-il passé pour en arriver là ?

Une femme de ménage guinéenne, vivant aux États-Unis, a porté plainte pour agression sexuelle contre un homme important. Peut-être ignorait-elle la position de pouvoir politique de cet homme, elle dénonçait une prise de pouvoir sexuel obtenue par la violence. Plus tard, une autre parlera du même crime, par le même homme, en France cette fois.

Après un constat médical des marques de violence et de la véracité d'une relation sexuelle, une enquête est entamée pour évaluer la moralité de cette femme. Puis l'état de New York rejette la plainte au civil car la moralité de cette femme ne la rend pas "crédible" et le jury risquerait de ne pas la croire, et cet homme est accueilli en héros dans son pays, comme s'il avait été blanchi. Mais alors, qui a été salie ? Est-ce que cela signifie qu'une femme qui a menti un jour peut être violée toujours ?

Les médias se délectent de cet événement au cœur de l'actualité, hommes et femmes politiques minimisent le crime de viol, assurent qu'un homme dans sa position ne pourrait abuser d'une femme de basse position. A-t-on jamais tant entendu clamer la présomption d'innocence ? Alors même que dans de très nombreux cas, la victime de viol ne bénéficie même pas de la « présomption de crédibilité » ! Et où était cette présomption d'innocence quand Julien Coupat, de Tarnac, a été enfermé plus de 6 mois dans une prison sans aucune preuve ?...

Le viol est-il un crime ? Et bien depuis très peu de temps en France. Ce n'est qu'en 1980 que la loi condamne le viol : le « devoir conjugal » n'a été aboli qu'en 1990, et ceci grâce à l'action des féministes, aujourd'hui souvent décrites comme « ringardes ». Et dans le monde ? Seuls 16 pays ont des lois faisant spécifiquement référence aux agressions sexuelles. Mais même avec une législation adéquate, aucun pays n'applique la loi en totalité [1]. En moyenne dans le monde, près d'une femme sur cinq sera victime de viol ou de tentative de viol au cours de son existence.

Et avant ? Avant c'était un fait social tu. Tu, car la personne violée portait la honte et était réduite au silence : est-ce que cela a changé en 21 ans ? Aujourd'hui les violeurs reconnus sont présentés comme des psychopathes. On continue d'ignorer que le viol est un phénomène de société considérable, et que la plupart des viols sont commis par une personne connue de la victime [2], dans le cadre familial ou amoureux notamment, et que 49 % des viols sont commis sans aucune violence physique. Les violeurs condamnés représentent 2 % des auteurs de viols. Pour environ 200 viols par jour en France, 4 violeurs sont reconnus comme violeurs et condamnés par la justice.

Pourquoi ? Premièrement parce que les victimes gardent le silence la plupart du temps, redoutant les conséquences dans cette société patriarcale imprévisible, et ne porteront jamais plainte, la prescription de 10 ans aidant [3]. Deuxièmement car – quand elle s'y intéresse – la justice tranche rarement sur ce qui se passe en privé et dont la véracité repose sur deux versions contradictoires. Cela a pour conséquence d'inciter les victimes à ne pas se lancer dans une procédure juridique et voir la « justice » abandonner les poursuites en relaxant les responsables sans les inquiéter – même lorsqu'il y a aveux ! – et laisser les victimes vivre dans la peur et la détresse. Alors, 98 % de coupables de « s'être fait violer » ?

Croit-on vraiment que l'on vit dans un monde où traiter des êtres humains comme des objets sexuels est condamné par la société ? Où l'on respecte une femme autant qu'un homme ? Pourquoi apprend-on aux filles et aux femmes à ne pas « se faire violer » ? Pourquoi n'apprend-on pas aux hommes à ne pas violer ? 96 % des auteurs de viol sont de sexe masculin et 91 % des victimes sont de sexe féminin [4]. Quand une femme dit « non » : ça veut dire « non ». Le viol a cette particularité d'être un crime dont la victime se sent coupable et le violeur innocent.

Savez-vous que l'on connaît très bien le fonctionnement biologique du plaisir masculin mais qu'on étudie peu le plaisir féminin ? (Par contre on connaît bien la biologie de la reproduction). Le plaisir de la femme, s'il n'est pas reconnu à sa juste dimension, n'est pas secondaire... On dit d'un homme qu'il est séducteur, on dit d'une femme que c'est une salope voire une pute...



Les victimes ordinaires seront-elles gardées dans le silence des rouages d'une société qui n'est jamais sortie de ses relents de machisme, où la discrimination sexiste dont les femmes font l'objet font naître les violences et leur si faible contestation ? Après tout, « il n'y a pas mort d'homme » [5].

Le déroulement de cet événement extraordinaire et sur-médiatisé, c'est le déroulement ordinaire et silencieux du parcours de celles qui dénoncent le viol qu'elles ont subi : « C'est un homme bon, il n'a pas pu faire ça », « elle invente », « elle était consentante », autrement dit « on ne veut pas voir, qu'elle se taise »... Sauf que maintenant elles ont osé parler.

Céder n'est pas consentir, le viol est un crime contre l'humanité et un crime contre les femmes. Des camarades de la Marche Mondiale des Femmes étaient là pour le faire savoir, dimanche 11 septembre, place des Vosges à Paris, sous les fenêtres de cet homme, notoirement incriminé à diverses reprises pour sa violence à l'égard des femmes, et de sa femme fidèle à ses côtés. Le week-end suivant, c'était à l'appel de Tristane Banon, victime elle aussi d'un machiste plus conquérant que jamais, que les femmes se mobilisaient.

Des cris pour porter la parole des femmes qui en ont marre que le viol ordinaire soit minimisé. Des cris pour qu'on cesse de passer sous silence l'énorme poids social de ces viols. Des cris féministes qui résonneront tant que l'injustice gouvernera par la peur et la violence, parce que l'avis des uns vaut plus que la vie des autres.

[1][UNIFEM, Nations unies, 2003]

[2][74 % selon les statistiques de la permanence téléphonique nationale Viols Femmes Informations]

[3][seul 1 viol sur 11 fait l'objet d'une plainte (ENVEFF)]

[4][statistiques concordantes du ministère de la Justice et du CFCV, Collectif Féministe Contre le Viol]

[5][Jack Lang, 16 mai 2011]

99 contre 1

- La « libéralisation totale des services publics locaux et des services professionnels »
- « des privatisations de grande ampleur »
- « adapter les salaires et conditions de travail aux besoins spécifiques des firmes »
- « une révision en profondeur des règles régissant le recrutement et le licenciement des salariés »
- rendre « plus contraignants les critères d'éligibilité aux pensions d'ancienneté »
- aligner « rapidement l'âge de la retraite des femmes ayant travaillé dans le secteur privé sur celui appliqué aux employées du public, permettant ainsi de faire des économies dès 2012 »
- « réduire de façon significative le coût des emplois publics, en durcissant les règles de renouvellement du personnel et, si nécessaire, en baissant les salaires »
- « améliorer l'efficacité administrative et la bienveillance à l'égard des entreprises » :

voici une série de mesures jugées « indispensables » et officiellement communiquées, pour ne pas dire ordonnées, par le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) à l'Italie, dans un courrier adressé par Trichet à Berlusconi au mois d'août dernier.

La BCE, aux côtés de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et d'autres encore, est l'une de ces institutions au service de la finance qui, pour lui sauver la mise face à la crise, prônent des mesures d'austérité sans pareilles contre les peuples.

Les institutions nationales ne valent pas mieux. Avant qu'elles ne se dessaisissent d'une partie de leurs prérogatives au profit d'institutions européennes, des décennies ont été marquées par des interventions de l'état en faveur de la classe dirigeante du pays :

Interventions économiques, avec le développement d'infrastructures, de transports et autres permettant l'essor de l'industrie privée, ou le rachat de secteurs devenus non rentables comme la « nationalisation » de la sidérurgie par Mitterrand en 1982. **Interventions sociales et politiques** avec la répression récurrente

des mouvements sociaux par les forces de l'ordre dites « républicaines », de la Commune à Mai 68, la condamnation de militants, et le summum atteint avec pleins-pouvoirs donnés à Pétain. **Interventions militaires** enfin, quand l'État est allé défendre par la politique de la canonnière les intérêts économiques des puissants au-delà des frontières. Quand des « souverainistes » vantent aujourd'hui le retour aux institutions nationales, ils se moquent du monde ou se fourrent le doigt dans l'oeil.

Derrière toutes ces institutions, il y a des hommes. En face aussi. 1%, contre 99%. Les 99%, c'est l'écrasante majorité des populations qui ont à subir les

choix d'une classe dirigeante ultra-minoritaire dont la survie ne tient que par l'appropriation croissante de richesses. Les 99% devront bien un jour ou l'autre détrôner l'infâme minorité. Cela suppose d'aller à l'encontre des institutions établies dont la fonction est d'organiser le pillage dominant. Donc de créer nos propres institutions, par en bas. En occupant les lieux de pouvoir et les places publiques, en prenant le temps, en débattant, en lisant, en réfléchissant individuellement et collectivement au monde que nous voulons. Après les manifestantEs de Tunis et du Caire, les indignéEs à Madrid et ailleurs, les occupantEs de



Wall Street, les grévistes d'Athènes qui ont tenté de prendre d'assaut le Parlement... nombreux sont les lieux où s'accumulent expériences, confrontations, et tentatives de construire autre chose.

C'est là qu'est l'avenir.

R

Système carcéral et abolition de la prison

Sensible à voir disparaître cet outil du pouvoir et du capitalisme qu'est la prison, nous souhaitons qu'ici, à Nancy, puisse se mettre en place un espace de réflexion

mais aussi d'actions sur le système carcéral et en vue de son abolition. La C.R.I.S.E désire inclure cet axe de lutte dans ses actions.

Pour celles et ceux que le sujet intéresse :

Tous les mercredi, de 20h30 à 22h30 sur Rado Libertaire, pod cast sur une semaine, écouter l'émission " Ras les murs".

Si motivé-e-s, merci de nous contacter.

« La C.R.I.S.E » 76 rue de la Hache 54000 Nancy

Mobile : 06 59 82 73 67

la-crise54@googlegroups.com

Permanences : Tous les jeudi après midi de 15h à 19h (à faire connaître).

A.G/formations : Tous les mardi à 20h

/ la fédération des Libres Penseurs de Meurthe et Moselle appelle à un **rassemblement pacifiste, le vendredi 11 novembre à 10h00 sous le porche Héré**

Conseil Général de Meurthe et Moselle

Les variables d'ajustement se rebiffent ! Hier, moins de postes à la protection maternelle et infantile, des postes peu ou pas remplacés dans les collèges. Aujourd'hui, c'est le tour du service hivernal où par souci d'économie, le chauffeur sera seul dans l'engin de déneigement. Pour les salariés concernés il y a mise en danger des travailleurs. Cela nous concerne tous.

Pour le maintien des services publics nécessaires dans tous les secteurs,

Rassemblement le lundi 7 novembre à 9 heures devant le Conseil général rue Blandan à Nancy.

Dans le cadre de la **semaine de solidarité internationale** le marché du monde solidaire **les 19 et 20 novembre de 10H à 19H au conseil général de Meurthe et Moselle.**

Stands, contes, jeux, musique, animation jeunes organisé par Collectif MDMS/Lor-Sud et le conseil général

Entrée libre - Restauration sur réservation : lorsud@yahoo.fr

Conseil général de Meurthe et Moselle
esplanade Jacques-Baudot
48 rue Sergent-Blandan
54000 Nancy

Et si l'on proclamait un droit au revenu ?
Et si l'on versait à chaque citoyen une allocation de base, sans aucune condition ni contrepartie ?

L'idée est séduisante et les avantages nombreux. Les objections ne manquent pas non plus : utopique, pas finançable, techniquement impossible, immoral, plus personne

ne voudra travailler, pas de droit sans devoir...

Baptiste Mylondo(1), auteur de Un revenu pour tous sera présent pour en débattre avec vous

Vendredi 4 novembre à 19h

au Bar B'Arts

29 bis, rue Gambetta

à Pont-à-Mousson

Sur l'invitation du Mouvement Utopia

Entrée libre Possibilité de restauration sur place - Tartines Chaudes

(1) Baptiste Mylondo a publié Précis d'utopie réaliste (Utopia 2010) et Ne pas perdre sa vie à la gagner (Homnispères, 2008 - réédition Le croquant, 2010).

CERCLE DU SILENCE

à Pont à Mousson

samedi 12 novembre 10H30

place Duroc.

à Nancy

samedi 26 novembre 15H00

place Stanislas.

Le 11.11.11 à 11:11

"Faites comme les libres penseurs venez écouter"
La Chorale des Sans Nom qui chantera sous la Porte Héré

Parce que malgré nos résistances et indignations, patrons et gouvernants colmatent les brèches de leur monde à coups de milliards qu'ils ponctionnent sur les salaires, la santé, l'éducation, la culture, le logement, et tout ce qui est utile aux 99% que nous sommes Parce que nous ne céderons toujours pas la rue aux militaristes, impérialistes, et autres nationalistes à la Guéant et Sarkozy...

La Chorale des Sans Nom
vous invite à un nouveau
Concert anti-militariste
Le 11.11.11 à 11:11

Porte Héré

(près de la place stan)

Et comme on n'aime pas la numérogie, on commencera avec une minute de retard.

Le Forum-IRTS de Lorraine et la librairie l'Autre Rive invitent

Henri Sterdyniak (1) à propos du Manifeste d'économistes atterrés (2)

mardi 8 novembre à 18 h 30
à la librairie l'Autre Rive
19, rue du Pont-Mouja / 54000 Nancy
 Entrée libre

(1) Henri Sterdyniak est co-fondateur du Collectif des économistes atterrés, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE, professeur associé à l'université Paris IX-Dauphine.

(2) Le collectif des économistes atterrés portent un regard critique et inventif sur la crise d'aujourd'hui. Atterrés par les erreurs d'analyse passées, par la nocivité de la finance déréglementée. Ils ont publié 20 ans d'aveuglement (2011 Ed. les liens qui libèrent) et Manifeste des économistes atterrés (2010 Ed. les liens qui libèrent)

AVIS DE DÉCÈS.

Avec le nouveau maillage scolaire de la communauté de commune de Seille et Mauchère plusieurs villages ont la douleur de vous faire-part du décès programmé de leur école publique. Tout le monde est concernés parents, enseignants, nounous, élus, habitants...

Le collectif pour la Vie des nos Écoles de Villages et le collectif de Défense des Services Publics de Leyr vous invitent à une réunion publique
le Vendredi 25 novembre 2011 à la Salle des Fêtes d'Arraye et Han à 20H30

BANANES À RÉGIME FORCÉ

Projection-débat AlimenTerre. Organisée par le CLID et ATTAC.

le 24 novembre à Nancy
20H15 - Caméo Saint-Sébastien

Agenda AlimenTerre :
www.festival-alimenterre.org

MOTS CROISES par Victor K.

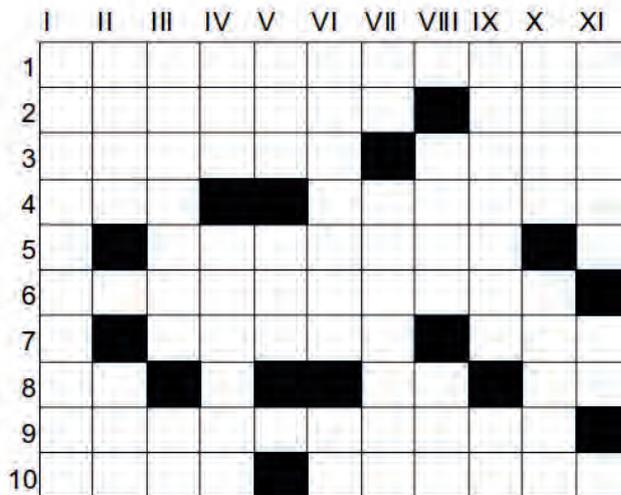
Verticalement

- 1 Repaire de perdreaux.
- 2 Essence des nucléocrates. Parfois avec les autres.
- 3 Halogène. Apéritifs de curé.
- 4 Toile. Prénom
- 5 Ce qui se rapproche le plus d'un cerveau de DRH.
- 6 Fêtez.
- 7 Perle des Grisons. Commerce alternatif.
- 8 Symbole atomique. Métal mou. C'est-à-dire.
- 9 Cherchions à rentabiliser le taxi.
- 10 Un tantinet grincheux. Basque bondissante.

Horizontalement

- I Partie la moins libre de Cuba
- II Anneau de cordage. Grecque.
- III Tressera. Double consonne
- IV Journal d'outre Vosges. Circulations ininterrompues
- V Première internationale. Concours hippique
- VI Petites artères. Délégué du personnel
- VII Tout petit. Continent double
- VIII Langue russe. Passage haut
- IX Les banques ne le sont jamais puisqu'on les renfloue. Opéra nippon.
- X Bondieuserie. Cité batave.
- XI Sarkozy voulait y pendre Villepin (que de la gueule...). Pronom.

Solution du n°5 (dans lequel il manquait les cases du 10 horizontal. Le correcteur a été licencié...)



Date limite d'envoi des articles pour Résister#7 : 04/12/2011
Date de parution de Résister#7 : 10/12/2011